

¹ V. Pop, « Les économistes du FMI admettent «des erreurs» dans la politique d'austérité », *Euroobserver*, 7 janvier 2013 accessible à l'adresse <http://euroobserver.com/electronic/118644> (consulté le 3 février 2015). Les opinions exprimées par Blanchard et Leigh sont des opinions personnelles qui n'expriment pas la pensée du FMI, bien que le FMI ait critiqué les mesures d'austérité, en particulier celles qui ont été mises en place pour la Grèce.

² « Britain leading the way out of the crisis », *Daily Telegraph*, 7 août 2011.

³ À savoir : Paul Krugman, Amartya Sen, Joseph Stiglitz et Christopher Pissarides.

⁴ Entre autres, Alan Blinder, Nouriel Roubini, Robert Shiller et Robert Reich. Source : United Kingdom Austerity Programme, http://en.wikipedia.org/wiki/UnitedKingdom_%CC%B1austerity_%CC%B1programme (consulté le 21 février 2015).

⁵ C'est-à-dire : Christine Lagarde du FMI, Robert Zoellick de la World Bank, Pascal Lamy de la World Trade Organisation, Angela Gurría de l'OCDE, Donald Kaberuka de l'AFDB, Haruhiko Kuroda de l'ADB, Luis Alberto Moreno de l'ADB, Josette Sheran de WPP et Juan Somavia de l'OIT. Cf. : Lady Elliott, « Le FMI prédit des menaces pour l'économie mondiale causées par les campagnes d'austérité », *The Guardian*, 20 janvier 2012.

⁶ Voir C. Giles et A. Bounds, « Brutal for Britain », *Financial Times*, 15 janvier 2012. Et, à ce jour en 2015, la situation n'a pas évolué.

Existe-t-il une autre voie à suivre pour lutter contre la grave crise de la Sécurité Sociale britannique ? Depuis plusieurs années, les Britanniques endurent des suppressions, l'austérité, l'élimination ou la réduction de leurs droits dans le cadre du travail, une diminution des régimes de retraite et de drastiques coupes sombres dans les allocations de sécurité sociale.

Deux économistes, à savoir Olivier Blanchard et Daniel Leigh du Fonds Monétaire International (FMI) ont déclaré que « les prédictions ont grandement sous-estimé la hausse du chômage et le déclin de la demande domestique liée à la consolidation fiscale ¹ ». Le FMI, lui aussi, préconise une réduction des restrictions budgétaires dans les pays qui souffrent de récession et une diminution des mesures d'austérité. Il convient de préciser que le FMI focalise cette déclaration sur la Grèce mais que celle-ci s'applique également à d'autres pays tels que le Royaume-Uni où sont en vigueur des mesures d'austérité. Autrement dit, ce qui est nécessaire pour réduire la crise dans la sécurité sociale, c'est une augmentation des dépenses et des emprunts. Ce n'est pas l'opinion du Chancelier de l'Échiquier, M. George Osborne. Celui-ci soutient que « l'alternative qui consiste à augmenter les dépenses et à emprunter plus est totalement ridicule et place ses avocats aux frontières extrêmes du débat international »². Cette déclaration a été répétée maintes fois depuis ; la dernière fois étant à l'occasion de la présentation du budget par M. Osborne, en mars 2015. Malheureusement pour lui « le débat international » sur ce sujet va à l'encontre de ses opinions !

Quatre titulaires du Prix Nobel d'Économie³ et d'autres économistes de renom⁴ ont exprimé des vues différentes à propos des mesures d'austérité. Le 20 janvier 2012, les dirigeants des principaux groupements économiques mondiaux⁵ demandaient des politiques économiques qui encouragent la croissance et avertissaient du danger posé par les mesures d'austérité. Depuis 2010, le Royaume-Uni a adopté un programme draconien d'austérité et « endure maintenant une longue phase de stagnation »⁶. Alors qu'en mai 2010, lorsque la coalition gouvernementale actuelle a accédé au pouvoir, les augmentations

d'impôts et les fortes réductions dans les dépenses publiques étaient planifiées sur une période de cinq ans pour réduire le déficit budgétaire hérité du gouvernement travailliste, la période d'austérité a été prolongée à sept ans, en raison de la stagnation. En effet, de 2011 à 2014, la croissance moyenne était d'environ 1%. D'après la *Confederation of British Industry*(CBI)⁷ « le seul moyen de réduire le chômage à brève échéance, c'est de remuer ciel et terre pour remettre l'économie en marche et booster la croissance ».

Les économistes s'accordent maintenant pour clamer que l'austérité dans l'économie⁸ est discréditée et qu'il est temps pour la Grande-Bretagne d'adopter une alternative inspirée des idées de Keynes⁹ pour remplacer l'actuel programme d'austérité. Les économistes qui soutiennent les théories de Keynes ont été maintes et maintes fois justifiés; par exemple, la grande dépression de 1930, le crash des marchés boursiers en 1987, la résurgence des théories de Keynes en 2008, en réponse à la crise économique mondiale¹⁰. Les mesures d'austérité ont été décrites par le Prix Nobel en Économie, Joseph Stiglitz, comme « un suicide économique » et l'agence *Standard & Poor* en a convenu que l'austérité à elle seule est « autodestructrice »¹¹. Ce dont le Royaume-Uni a besoin, c'est un stimulus fiscal d'esprit Keynesien, d'emprunt et d'investissement (en développant son infrastructure, en rénovant par exemple, l'antique réseau ferroviaire, en encourageant la construction de logement à prix modérés, en investissant dans les aéroports, en poursuivant de nombreuses initiatives de ce genre)¹², ce qui stimulerait l'économie, réduirait le chômage et augmenterait les revenus de l'État puisque les citoyens contribueraient par plus d'impôts. Le Gouvernement britannique doit contribuer davantage à la formation professionnelle et donc investir dans ses citoyens. Les principes de Keynes semblent offrir le bon sens économique en remédiant à la situation déplorable des plus pauvres et des plus vulnérables de la société et en désamorçant la crise qui prévaut dans la sécurité sociale.

⁷ Mr Neil Bentley, Directeur Adjoint de la *Confederation of British Industry*.

⁸ Ce qui comprend inévitablement les réductions dans la sécurité sociale par exemple, les réductions de personnel dans la fonction publique, les diminutions dans les retraites, les réductions du salaire minimum, les privatisations (qui dans certains cas ont été désastreuses, l'*East Coast Rail*, par exemple, qui a changé de mains plusieurs fois passant du secteur privé au secteur public et vice versa), la libéralisation du droit du travail qui a mené à une multitude de droits dont la liste est trop longue pour cet article et à la réduction ou la suppression des allocations sociales, aux réductions budgétaires etc...

⁹ Se reporter à l'intéressante discussion convaincante de Symmetry Breakers, « L'économie basée sur l'austérité est maintenant totalement discréditée. Il est temps maintenant de passer à une alternative inspirée par les principes de Keynes « Theories on the Economy » : <http://symmetrybreakers.wordpress.com/2012/06/18/austerity-economics-is-bnow-compl> (consulté le 21 février 2015).

¹⁰ Voir le Prix Nobel en Économie Paul Krugman : « Peddling Prosperity : Economic Sense and Nonsense in the Age of Diminished Expectations » (1994) W.N. Norton & Company New York.

¹¹ <http://symmetrybreakers.wordpress.com/2012/06/18/austerity-economics-is-now-compl> (consulté le 21 février 2015).

¹² . Voir aussi d'un point de vue européen : B., « Junker urges to revive Social Europe Model », *Euroobserver*, 24 février 2015 : <http://euroobserver.com/news127776> (consulté le 25 février 2015).